



Commune de DINEAULT

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



6.4 DELIBERATIONS

Arrêt : 28 septembre 2021

Approbation :

1 – délibération du conseil municipal prescrivant l'élaboration du PLU – 15/10/2015

1 – débat du conseil municipal sur le PADD – 09/09/2019

3 – débat du conseil communautaire sur le PADD de Dinéault – 25/06/2019

DÉPARTEMENT DU FINISTERE

ARRONDISSEMENT DE CHÂTEAULIN

N° 2015.092

CANTON DE CROZON

COMMUNE DE DINÉAULT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze, le quinze octobre, à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Philippe BITTEL, Maire de DINÉAULT.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mmes et MM. Christian HORELLOU, Jacqueline JOLLEC, Jean-Luc VERBRUGGE, Hélène POULIQUEN, Guillaume AUTRET, Aline LAINÉ, Anne LARVOL, Sophie CLÉMENT, Eric BODIOU, Gildas L'HARIDON, Marie Hélène HÉTET et Michel CADIOU.

ABSENTS ET EXCUSÉS :

Mmes et MM. Marie Anne MIOSSEC, Corinne CORNILLOU, Luc COUSQUER, Franck RAPHALEN, Matthieu CAUGANT et Isabelle McMENEMY.

ONT DONNÉ PROCURATION :

Mme Marie Anne MIOSSEC à M. Jean-Luc VERBRUGGE

M. Luc COUSQUER à Mme Hélène POULIQUEN

M. Franck RAPHALEN à M. Eric BODIOU

M. Matthieu CAUGANT à M. Christian HORELLOU

Mme Isabelle McMENEMY à M. Gildas L'HARIDON

Madame Aline LAINÉ a été élue secrétaire de séance.

Assistait à la réunion Madame Ségolène MARCHAL, Rédacteur Territorial.

URBANISME – DÉLIBÉRATION PRESCRIVANT L'ÉLABORATION D'UN PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Monsieur le Maire rappelle que, par délibération n° 2014.103 en date du 2 octobre 2014, le Conseil Municipal a accepté de mettre fin à la procédure d'élaboration d'une carte communale et a décidé de prescrire l'établissement d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal.

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Finistère a toutefois signalé, par courriel en date du 15 octobre 2014, la fragilité juridique de cette délibération qui ne présente pas de manière détaillée les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation pendant la procédure d'élaboration.

La Commune de DINÉAULT, afin de renforcer le processus de création d'un PLU, a sollicité l'assistance du Parc Naturel Régional d'Armorique (PNRA) en vue de poser solidement le rôle et les intérêts du PLU et d'établir un diagnostic.

Plusieurs réunions se sont tenues en Mairie et une commission « Plan Local d'Urbanisme » a été créée par délibération n° 2015.046 en date du 12 mai 2015.

Monsieur le Maire rappelle que le PLU devra permettre de concevoir un projet de commune durable en recherchant un aménagement économe de l'espace et la préservation des ressources naturelles. Le PLU doit se concevoir comme un projet global et concerté qui intègre les différentes dimensions du « vivre ensemble ».

Les trois grands principes du développement durable doivent être pris en considération :

- la protection de l'environnement qui permet de ménager les ressources dont nous disposons et d'assurer la pérennité du monde dans lequel nous vivons,
- le développement économique qui organise la production de richesses et crée les conditions de la prospérité,
- la cohésion sociale qui passe par la solidarité et qui permet une répartition équitable des richesses produites.

Selon ces principes, Monsieur le Maire expose les motivations et les objectifs suivants :

N°	Orientations	Motivations	Objectifs
1	HABITAT ET ACCUEIL DE POPULATION	<ul style="list-style-type: none"> . Permettre un accueil de nouveaux habitants suffisant pour maintenir les commerces et services en place (dont notamment tous les niveaux de classes d'âge) ; . Contenir l'expansion urbaine ; . Favoriser la mixité sociale et générationnelle 	<ul style="list-style-type: none"> . Assurer un renouvellement de population qui permette de conserver les services et équipements existants ; . Favoriser la mixité sociale et la mixité des logements
2	URBANISME, MODERNISATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACES ET LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN	<ul style="list-style-type: none"> . Se conformer aux objectifs législatifs et réglementaires du Code de l'urbanisme, et notamment aux lois : <ul style="list-style-type: none"> _ n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ; _ n° 2009-970 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ; _ n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ; _ n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche ; _ n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ; . Suivre les prescriptions du futur SCOT de la CCPCP ainsi que celles du Programme Local de l'Habitat 	<ul style="list-style-type: none"> . Imposer des objectifs de densité et de modération de la consommation de l'espace ; . Privilégier le renouvellement urbain ; . Limiter les zones d'extension urbaines
3	VIE LOCALE : TISSU ÉCONOMIQUE, ÉQUIPEMENTS, TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS	<ul style="list-style-type: none"> . Conforter l'attractivité résidentielle de la commune, en maintenant un bon niveau de commerces et services de proximité ; . Redynamiser le centre-ville ; . Développer les activités économiques à vocation touristique ; . Conforter la zone d'activités économique de Ty Vougeret et en créer une autre dans le bourg à destination des artisans ; . Limiter les déplacements domicile-travail, sources de pollution (et de frais de déplacement pour les habitants) et favoriser les transports en commun 	<ul style="list-style-type: none"> . Dynamiser le tissu économique local et pérenniser l'offre commerciale de proximité ; . Envisager le tourisme local comme 2^{ème} pôle économique après l'artisanat ; . Favoriser la reconversion, sous conditions, des anciens bâtiments agricoles ; . Conforter les activités artisanales ; . Préserver l'activité agricole ; . Conforter le niveau en équipements et en services publics, afin de répondre aux besoins de la population en place et à venir en collaboration avec la CCPCP ; . Sécuriser les transports et les déplacements au sein de la commune

4	PROTECTION DU PATRIMOINE, DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES, PRÉSERVATION DES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES	<i>. Privilégier une approche qualitative du développement de la commune ; . Préserver le cadre de vie des habitants ; . Valoriser l'identité communale par la protection du patrimoine naturel et bâti</i>	<i>. Sauvegarder les éléments forts du paysage communal, afin de conserver l'identité paysagère ; . Identifier les vallées, cours d'eau et autres corridors biologiques pour établir une trame verte et bleue à l'échelle de la commune, en relation avec celle du SCOT de la CCPCP . Protéger la qualité des eaux</i>
5	ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS NUMÉRIQUES	<i>. Maîtriser les déplacements ; . Diminuer les émissions de CO² liées aux transports ; . Limiter les consommations énergétiques (habitat, déplacements...) et la production des déchets</i>	<i>. Intégrer une démarche de développement durable et induire une dynamique de constructions durables ; . Développer les communications numériques</i>

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

Par 14 voix pour et 4 contre (M. Gildas L'HARIDON, Mme Marie Hélène HÉTET, M. Michel CADIOU et Mme Isabelle McMENEMY),

DÉCIDE

- de valider les principes généraux précédents ;
- de prescrire l'élaboration d'un PLU sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- d'approuver le cahier des charges en date du 25 septembre 2015 en vue de lancer la procédure d'appel d'offres et de sélection des candidatures pour la réalisation du PLU ;
- d'associer à l'élaboration du PLU, les services de l'État, conformément à l'article L 123- 7 du Code l'urbanisme ;
- de mener la procédure selon le cadre défini par les articles L 123-7 à L 123-10 et R 123-16 du Code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques ;
- de définir les modalités de concertation (article L 300-2 du Code l'Urbanisme) initialement prévues avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole, des études jusqu'à l'arrêt du projet du PLU selon les modalités suivantes :
 - Information au travers du bulletin municipal, du site internet de la Commune et dans les journaux à diffusion locale,
 - Exposition en mairie des documents d'études et du projet d'Aménagement et de Développement Durable,

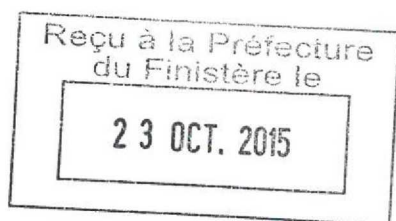
- Organisation d'une réunion publique après les débats du Conseil Municipal sur le Plan d'Aménagement et de Développement Durable et avant l'arrêt du projet de PLU,
 - Mise à disposition d'un recueil des observations en Mairie,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant habilité, à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration technique du PLU ;
 - de solliciter de l'État, dans les conditions définies aux articles L 1614-1 et L 1614-3 du Code général des Collectivités Territoriales une dotation pour compenser les dépenses entraînées par les études et l'établissement du PLU ;
 - d'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'étude du PLU à l'article 202 « Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et numérisation cadastre » du budget général de la commune.

Conformément aux articles L 121-4, L 123-6 et L 123-8 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet du Finistère,
- au Président du Conseil Régional de Bretagne,
- au Président du Conseil Départemental du Finistère,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre de l'Agriculture,
- à la Présidente de la Communauté de Communes du Porzay et du Pays de Châteaulin,
- à la Présidente du Parc Naturel Régional d'Armorique,
- au Président de l'Association Foncière d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier de Dinéault,
- au Président du Comité Régional de la Conchyliculture Bretagne Sud,

Conformément à l'article R 123-25 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- d'un affichage en mairie durant un mois,
- d'une mention dans un journal diffusé dans le département.



Pour extrait conforme,

Le Maire,
Philippe BITTEL



DÉPARTEMENT DU FINISTERE

ARRONDISSEMENT DE CHÂTEAULIN

N° 2019.045

CANTON DE CROZON

Nombre de conseillers	
En exercice	19
Présents	16
Procurations	2
Votants	18

COMMUNE DE DINÉAULT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix-neuf, le neuf mai, à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Philippe BITTEL, Maire de DINÉAULT.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mmes et MM. Christian HORELLOU, Jean-Luc VERBRUGGE, Hélène POULIQUEN, Aline LAINÉ, Anne LARVOL, Marie Anne MIOSSEC, Luc COUSQUER, Eric BODIOU, Michel NICOLAS, Matthieu CAUGANT, Aziliz MIOSSEC, Gildas L'HARIDON, Pascale GUERVILLY, Marie Hélène HÉTET et Michel CADIOU.

ABSENTS EXCUSÉS :

M. Guillaume AUTRET, Mme Sophie CLÉMENT et Mme Jacqueline MORVAN.

ONT DONNÉ PROCURATION :

M. Guillaume AUTRET à M. Christian HORELLOU

Mme Sophie CLÉMENT à Mme Anne LARVOL

Madame Hélène POULIQUEN a été élue secrétaire de séance.

Assistait à la réunion Madame Marie Laure JACQ, Agent administratif.

Le compte-rendu de la séance du 27 mars 2019 a été adopté à l'unanimité.

ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME – DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES DE LA COMMUNE

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-5 et L.153-12,

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal, par délibération n° 2015.092 en date du 15 octobre 2015, a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) sur la Commune de DINÉAULT et a défini les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation.

Par délibération n° 2016.105 en date du 20 octobre 2016, le marché de prestations intellectuelles pour l'élaboration du P.L.U. a été attribué au Bureau d'Études Michelle TANGUY.

L'Assemblée Municipale a ensuite validé, par délibération n° 2018.006 en date du 24 janvier 2018, le transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » à la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (C.C.P.C.P.) au 1^{er} janvier 2018.

Le Conseil Communautaire a décidé de poursuivre la procédure d'élaboration du P.L.U. de DINÉAULT, en concertation avec la Commune.

La loi n° 2000-1208 relative à la solidarité et au renouvellement urbain a prévu qu'à l'occasion de l'établissement des plans locaux d'urbanisme le projet de Plan d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) fasse l'objet d'un débat au sein du Conseil Municipal pour permettre à chaque conseiller municipal d'être informé, de pouvoir s'exprimer et par-là même d'enrichir et de faire évoluer le document.

Pour rappel, le P.A.D.D. définit le projet politique communal relatif au développement du territoire sur les années à venir.

C'est sur la base du diagnostic territorial (mars 2017) et des échanges établis au cours de l'atelier participatif (juillet 2017) ainsi que des différentes réunions de la commission d'urbanisme, notamment la réunion publique du 20 juin 2018, que les orientations et les objectifs du P.A.D.D. ont été définis.

Le P.L.U. comporte en effet un P.A.D.D. lequel définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Monsieur le Maire expose le projet d'aménagement et de développement durables du P.L.U. de DINEAULT qui s'organise autour de sept orientations comprenant chacune plusieurs objectifs :

ORIENTATION 1 - ACCUEILLIR UNE POPULATION NOUVELLE TOUT EN LIMITANT LA CONSOMMATION FONCIÈRE

Objectif 1 : Attirer une population nouvelle résidente

Objectif 2 : Affirmer la place prépondérante du bourg et améliorer le cadre de vie des habitants

Objectif 3 : Offrir une offre alternative à l'installation dans le bourg

ORIENTATION 2 – PERMETTRE LE MAINTIEN ET LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DU TERRITOIRE

Objectif 1 : Assurer la continuité et permettre la diversification de l'activité agricole

Objectif 2 : Maintenir et mettre en valeur les commerces et les services

Objectif 3 : Valoriser les activités de tourisme et de loisirs de nature

Objectif 4 : Favoriser le maintien, voire l'accueil, des activités artisanales sur le territoire communal

Objectif 5 : Assurer un bon niveau d'équipement numérique

ORIENTATION 3 - PRÉSERVER ET METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE NATUREL ET BÂTI ET LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Objectif 1 : Préserver et mettre en valeur les espaces naturels remarquables

Objectif 2 : Préserver le patrimoine naturel « ordinaire »

Objectif 3 : Préserver le petit patrimoine « ordinaire »

ORIENTATION 4 – AMÉLIORER LA QUALITÉ DES ESPACES PUBLICS ET LA SÉCURITÉ DES DÉPLACEMENTS

Objectif 1 : Poursuivre l'aménagement du bourg

Objectif 2 : Développer les liaisons douces

ORIENTATION 5 – PROTÉGER LA RESSOURCE EN EAU

Objectif 1 : Préserver les zones humides et les cours d'eau

Objectif 2 : Préserver l'eau potable

Objectif 3 : Gérer les eaux pluviales

ORIENTATION 6 – RÉDUIRE L'EXPOSITION DE LA POPULATION AUX RISQUES

ORIENTATION 7 – ACCOMPAGNER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Objectif 1 : Promouvoir des formes urbaines prenant en compte les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables

Objectif 2 : Favoriser le développement des énergies renouvelables

Objectif 3 : Limiter les déplacements automobiles

Les membres du Conseil Municipal sont invités à discuter des orientations et des objectifs de la Commune en matière d'urbanisme, afin d'acter le projet urbain de DINÉAULT et de permettre ainsi la poursuite du travail d'élaboration du P.L.U.

Ce débat n'est pas suivi d'un vote. Le projet de P.A.D.D. sera arrêté, puis approuvé par le Conseil Municipal et le Conseil Communautaire en même temps que les autres documents constitutifs du P.L.U.

Monsieur le Maire fait lecture du document et invite les membres du Conseil Municipal à intervenir lors de la présentation :

ORIENTATION 1 - ACCUEILLIR UNE POPULATION NOUVELLE TOUT EN LIMITANT LA CONSOMMATION FONCIÈRE

Pas d'observation.

ORIENTATION 2 – PERMETTRE LE MAINTIEN ET LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DU TERRITOIRE

Objectif 1 : Assurer la continuité et permettre la diversification de l'activité agricole

Monsieur Gildas L'HARIDON souhaite que les exploitants agricoles, lors de leur départ à la retraite, voient leur exploitation reprise par un nouvel agriculteur dans leur ensemble, sans qu'elle soit scindée au profit des exploitations existantes.

Objectif 3 : Valoriser les activités de tourisme et de loisirs de nature

Monsieur Michel CADIOU évoque la volonté du gérant du camping Ty Provost de pouvoir étendre sa capacité d'accueil.

Objectif 5 : Assurer un bon niveau d'équipement numérique

Monsieur Christian HORELLOU préconise de retirer l'exemple du réseau 4G qui n'est pas à la hauteur de la fibre optique. Madame Marie Hélène HÉTET ajoute qu'il faudrait prévoir une échéance proche pour l'installation de la fibre optique.

ORIENTATION 3 - PRÉSERVER ET METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE NATUREL ET BÂTI ET LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Objectif 1 : Préserver et mettre en valeur les espaces naturels remarquables

Monsieur Michel CADIOU précise que le caractère classé du site du Menez Hom empêche tout projet d'aménagement. Monsieur Gildas L'HARIDON ajoute que l'entretien courant des chemins du site du Menez Hom devrait être du ressort de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (préconisé par le département).

ORIENTATION 4 – AMÉLIORER LA QUALITÉ DES ESPACES PUBLICS ET LA SÉCURITÉ DES DÉPLACEMENTS

Objectif 1 : Poursuivre l'aménagement du bourg

Monsieur le Maire propose de retirer du P.A.D.D. le projet de réaménagement du carrefour de Pennalé, ce dernier ayant déjà été réalisé.

Monsieur Christian HORELLOU indique qu'il conviendrait également de retirer les projets de création de trottoirs à hauteur du foyer de vie Menez Bihan, en cours de réalisation, ainsi que la création d'une aire de stationnement à l'arrière de la salle La Tour d'Auvergne, compte tenu de l'incertitude de sa réalisation.

Monsieur Michel CADIOU propose d'élargir la notion de la voiture sur laquelle est prioritaire le piéton en remplaçant ce terme trop précis par celui de « véhicule ».

Monsieur le Maire, Madame Aline LAINÉ, Madame Pascale GUERVILLY et Monsieur Michel CADIOU échangent sur une éventuelle révision de l'application des règles de stationnement et de circulation piétonne dans certaines rues, avec possibilité de mettre en place une limitation de vitesse à 30 km/h.

Objectif 2 : Développer les liaisons douces

Monsieur Michel CADIOU questionne l'existence de pistes de V.T.T. sur la Commune de DINÉAULT et leur valorisation. Madame Pascale GUERVILLY remarque que des chemins non prévus à cet effet sont utilisés par des cyclistes.

ORIENTATION 5 – PROTÉGER LA RESSOURCE EN EAU

Objectif 1 : Préserver les zones humides et les cours d'eau

Monsieur Gildas L'HARIDON demande s'il existe des espaces boisés classés (E.B.C.) à DINÉAULT et dans l'affirmative, souhaite connaître leur emplacement. Monsieur le Maire répond qu'il n'y en a pas. Monsieur Christian HORELLOU précise que le sens de cet objectif est justement de ne pas classer les espaces boisés de la Commune en E.B.C.

Objectif 2 : Préserver l'eau potable

Monsieur Christian HORELLOU indique que les travaux de protection des captages d'eau potable seront effectués d'ici les prochains mois.

ORIENTATION 6 – RÉDUIRE L'EXPOSITION DE LA POPULATION AUX RISQUES

L'orthographe des lieux-dits est à vérifier.

ORIENTATION 7 – ACCOMPAGNER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Objectif 2 : Favoriser le développement des énergies renouvelables

Madame Pascale GUERVILLY demande si l'exploitation locale de la coupe de bois peut subvenir aux besoins de la chaufferie communale. Monsieur Christian HORELLOU répond que ce n'est pas possible car la chaudière actuelle consomme des pellets, ce qui demande un traitement spécifique du bois. Il ajoute que ce système de chauffage sera valorisé à l'avenir, notamment dans le cadre des projets de raccordement au restaurant scolaire et à la salle de motricité.

Carte relative à la synthèse des orientations du P.A.D.D.

Monsieur Michel CADIOU souligne l'incohérence dans l'emplacement des marqueurs visant la protection de l'agriculture et sa diversification.

Monsieur le Maire propose de rajouter les demandes récentes, après étude, de changement de destination de l'affectation des bâtiments agricoles sur la Commune.

Monsieur Michel CADIOU note que l'indication des liaisons piétonnes à créer est à revoir.

*

* *

Cette délibération prend acte de la tenue du débat du P.A.D.D. au sein du Conseil Municipal et des corrections mineures apportées (orthographe de lieux-dits, suppression de la référence aux aménagements déjà réalisés, ajouts de points de suspension après 4G). Le projet de P.A.D.D. est annexé à la présente délibération.

Pour extrait conforme,

Le Maire,
Philippe BITTEL





Envoyé en préfecture le 17/05/2019

Reçu en préfecture le 17/05/2019

Affiché le

ID : 029-212900443-20190509-2019_045-DE

Commune de DINEAULT

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES



Agence AGAP_paysagistes et urbanistes

Débat en conseil municipal le 9 mai 2019

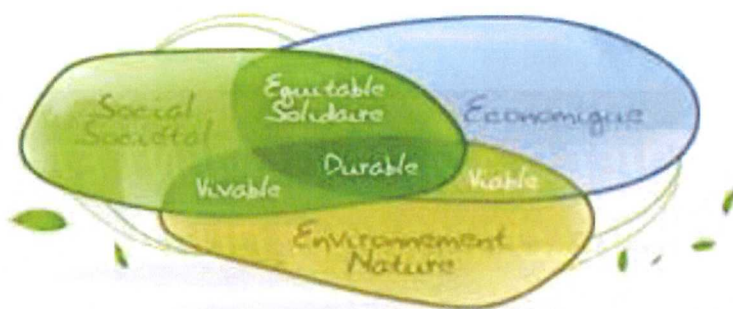
Débat en conseil communautaire le

I - Préambule

Le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** a pour objectif de fixer les orientations du projet d'urbanisme communal.

Il expose le **projet de la commune** pour répondre aux besoins et aux enjeux du territoire communal et vise à définir le cadre d'un développement urbain maîtrisé.

Il participe des divers outils permettant de gérer l'existant tout en préparant et en forgeant en permanence l'avenir, dans une perspective de **développement durable**.



Trouvant son fondement dans les conclusions du diagnostic territorial, il constitue ainsi la «**clef de voûte**» du **Plan Local d'Urbanisme** et à ce titre, il **guide sa mise en forme réglementaire** au travers du plan de zonage, du règlement et des orientations d'aménagement et de programmation.

Le **Plan Local d'Urbanisme** repose donc sur un **projet de territoire** qui s'articule autour des grands principes énumérés par les articles L.101-1 et L101-2 du Code de l'urbanisme.

Il est établi, en outre, au vu des orientations fixées par les documents supra-communaux que sont le SCoT de la communauté de communes du Pays de Châteaulin et du Porzay approuvé le 8 juin 2016, du PLH 2019-2024 de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay.

Le **PADD** a pour objet de fixer les **grandes orientations du projet communal** au sens de l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme issu de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite « loi ALUR ».

« Le projet d'aménagement et de développements durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en état des continuités écologiques.

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs retenues pour l'ensemble de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain »

Le PADD est une pièce obligatoire du PLU mais il n'est pas opposable aux autorisations d'occupation et d'utilisation des sols.

Il constitue le document de référence de l'ensemble du PLU. Les autres pièces du PLU doivent être en cohérence avec lui. Les règles d'urbanisme qui seront adoptées dans les parties opposables du PLU ne

doivent pas forcément répondre de manière systématique aux orientations générales, mais ne doivent pas faire obstacle à sa mise en œuvre.

Lorsque la commune souhaitera modifier le PLU, l'évaluation des modifications à apporter permettra de définir la procédure à engager :

- si les modifications ne portent pas atteinte aux orientations générales du PADD, une procédure de modification suffit,
- si les modifications souhaitées remettent en cause les orientations générales, il faut engager une procédure de révision.

Les orientations générales d'urbanisme et d'aménagement s'appuient sur :

- **les enjeux identifiés durant la phase de diagnostic territorial et lors de l'atelier participatif,**
- **une volonté exprimée par la commune en matière de perspectives de développement**

Les orientations du PADD sont issues d'un travail de concertation mené lors du diagnostic territorial, de l'atelier participatif et des différentes réunions de la commission communale en charge du dossier.

II – Les enjeux issus du diagnostic

Dinéault, commune rurale et littorale de 46 km², se situe à quelques kilomètres au nord-ouest de Châteaulin. Des sites emblématiques sont présents sur le territoire : le Menez-Hom et l'Aulne Maritime.

Les enjeux issus du diagnostic

- Accueillir une population nouvelle afin d'assurer son renouvellement.
- Viser un solde naturel positif par l'accueil d'une population jeune en âge d'avoir des enfants.
- Résorber la vacance notamment en centre-bourg.
- Permettre le changement de destination du bâti présentant un intérêt patrimonial en campagne
- Diversifier l'offre de logements (typologie...) pour répondre au parcours résidentiel et aux besoins de la population.
- Développer les commerces et services de proximité, à minima les pérenniser.
- Conforter la zone d'activités de Ty Vougeret
- Maintenir les conditions de développement de l'activité agricole et permettre sa diversification.
- Aménager des cheminements pour accéder aux paysages de grande qualité de la commune (berges de l'Aulne, vallée du Garvan, crête du Menez Bras, traversée de la voie verte de Vitré à Camaret-sur-Mer dans le secteur sud de la commune).
- Aménager des sites stratégiques pour l'accueil des habitants et des visiteurs (Place de l'église et les entrées de bourg, Le Passage, un stationnement mieux intégré aux paysages du Menez-Hom, création d'une station d'accueil au bord du Garvan).
- Valoriser les paysages emblématiques.
- Développer les déplacements doux à travers le bourg.

III – Les perspectives d'évolution démographique et la gestion économe du foncier

A- Accueil d'une population nouvelle

L'analyse du parc de logements et de son évolution permet de connaître son impact sur la croissance démographique communale.

Le « point mort » ou « point d'équilibre », qui est un indice statistique, permet d'estimer de manière théorique combien de logements seront nécessaires pour maintenir le niveau de population sur la commune.

La production de logements n'a pas pour unique vocation d'accueillir de nouveaux habitants. En effet la production de logements neufs répond aussi à des besoins en logements dits « non démographiques » qui sont liés :

- au renouvellement du parc (transformation et disparition de logements par désaffectation ou destruction),
- à la variation du nombre de résidences secondaires et de logements vacants,
- au desserrement des ménages qui correspond à la baisse de la taille des ménages (vieillesse de la population, séparation...)

Approche prospective pour l'horizon 2028

Hors effectifs de l'école de gendarmerie, la croissance démographique annuelle estimée pour la période 1999¹-2017² est de près de 0,23%/an.

¹ : jusqu'en 1999, les effectifs militaires étaient comptabilisés sur leur commune de résidence, depuis ils le sont sur leur lieu de contingence

² : de source communale, la population municipale estimée en 2017 est de 1450 personnes environ

Hypothèse de travail : croissance de la population de 0,45%/an soit une population communale de 1523 habitants

Afin de mettre en avant les conséquences de la construction actuelle et future du territoire, ainsi que les effets démographiques qui en découlent, il est nécessaire d'estimer un point mort prospectif. Ce dernier permet d'anticiper sur la poursuite ou non des tendances démographiques et urbaines actuelles.

	2017	2029	2017-2029
population totale	1450	1523	73
population des ménages	1450	1523	73
Taille des ménages	2,2	2,1	-0,1
Nbre RP	639	725	66
Nbre RS	95	88	-7
Nbre LV	70	66	-4
Parc total logements	824	879	55
Logements commencés		60	
			Hypothèse de 5 logements/an
Renouvellement du parc	5		
Variation LV et RS	-11		
Desserrement	31		
Point mort	25		
Effet démographique	35		

Renouvellement	Variation parc RS et LV	Desserrement	Logements pour croissance
5	-11	31	35
POINT MORT = 25			

L'estimation de ce point mort pour l'horizon 2029, soit 12 années au-delà de la dernière année de référence (2017) est réalisée à partir de certaines hypothèses :

- la taille des ménages diminue légèrement pour atteindre 2,1 personnes par logement
- le taux de vacance est réduit à hauteur de 7,5%
- le taux de résidence secondaire est de 10 %

Les besoins en logement pour maintenir la population sont estimés à 25 logements et les besoins pour accueillir une population nouvelle sont estimés à 35 logements soit une production de 60 logements sur la période 2019-2029

B- La gestion économe du foncier

La production de logements induit obligatoirement une **consommation d'espace** qui doit être gérée de façon **économe**.

Cette économie d'espace, applicable à toutes les communes, doit se combiner avec la notion d'extension limitée de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage pour les communes littorales.

La consommation foncière estimée sur la période 2005-2017 est de 8,8 ha (8,5 ha en centre-bourg et 0,3 ha à Gwaremm Vraz) dont 2,7 ha à vocation d'équipements.

En application des densités fixées par le SCoT de 15 logements/ha (densité brute) en extension, les besoins en foncier sont estimés au minimum à 4 ha pour 60 logements.

Les besoins estimés de 4 ha correspondent à une diminution de la consommation foncière pour l'habitat de plus d'un tiers par rapport à la période 2005-2017

IV – Les grandes orientations du PADD

Afin de répondre aux enjeux du territoire, la collectivité souhaite **affirmer l'identité de la commune et soutenir son attractivité**

L'objectif « Vivre en harmonie avec notre territoire » se décline en 7 orientations

- 1. Accueillir une population nouvelle tout en limitant la consommation foncière***
- 2. Permettre le maintien et le développement des activités économiques du territoire***
- 3. Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel, les paysages et les continuités écologiques***
- 4. Améliorer la qualité des espaces publics et la sécurité des déplacements***
- 5. Protéger la ressource en eau***
- 6. Réduire l'exposition de la population aux risques***
- 7. Accompagner la transition énergétique***

1ère orientation : accueillir une population nouvelle tout en limitant la consommation foncière

Objectif 1 – Attirer une population nouvelle résidente

Le développement de la commune doit se faire de manière raisonnée afin de préserver l'identité rurale de Dinéault et ses espaces naturels qui sont très nombreux.

Afin d'attirer une population résidente nouvelle, la commune souhaite :

- diversifier l'offre en terrains constructibles et mixer les formes urbaines (petit collectif, habitat groupé...),
- produire des petits logements (du studio au T2) pour répondre aux besoins de la population vieillissante et accueillir les militaires de la caserne,
- produire du logement en accession aidée pour attirer les primo-accédants,
- favoriser la mixité sociale et générationnelle dans les opérations d'habitat,
- renforcer le niveau des équipements et des services publics,
- favoriser la rénovation du bâti ancien identitaire en centre-bourg.

Objectif 2 - Affirmer la place prépondérante du bourg et améliorer le cadre de vie des habitants

C'est dans une logique d'optimisation des coûts d'investissement en voiries et réseaux divers que la commune **souhaite renforcer le bourg**.

Le bourg de Dinéault, qui s'est développé en étoile le long des axes de circulation, dispose de nombreuses disponibilités foncières. Le renforcement du bourg et l'amélioration de son image passent par :

- l'investissement des espaces libres afin de donner une forme plus compacte à l'agglomération,
- la réalisation d'opérations de renouvellement urbain en lieu et place de bâtiments désaffectés et espaces publics sous exploités,
- la programmation dans le temps des ouvertures à l'urbanisation.

La commune entend attirer une population nouvelle par une amélioration de la qualité de vie du bourg notamment en :

- résorbant la vacance,
- favorisant les commerces et services dans le bourg,
- créant des liaisons douces inter-quartiers,
- aménageant des espaces publics et des équipements en centre-bourg,
- valorisant les entrées du bourg.

Objectif 3 - Offrir une alternative à l'installation dans le bourg

Afin d'éviter la désertification des hameaux et quartiers disséminés dans la campagne (+ de 100), de préserver le patrimoine rural et d'offrir une alternative à l'installation dans le bourg, il conviendra :

- d'autoriser l'aménagement des constructions existantes pour les rendre compatibles avec les exigences de confort et de performances énergétiques actuelles (ex : extension des bâtiments d'habitation localisés en campagne),

- de permettre le changement de destination d'anciens bâtiments agricoles présentant un intérêt architectural et/ou patrimonial dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

2ème orientation : permettre le maintien et le développement des activités économiques du territoire

Objectif 1 - Assurer la continuité et permettre la diversification de l'activité agricole

La commune souhaite garder son identité rurale. 2640 ha (57% du territoire communal) sont mis en valeur par l'agriculture. Dans les cinq à sept prochaines années, 10 exploitations agricoles sur les 33 que compte la commune seront concernées par des départs en retraite (*source : diagnostic agricole octobre 2017*).

Si l'agriculture semble aujourd'hui fragilisée, elle reste la première ressource de l'économie locale et participe à la structuration et l'entretien du paysage. A ce titre, la commune souhaite pérenniser l'usage de la terre agricole ainsi que les exploitations (quelle que soit leur spécificité : agriculture conventionnelle ou biologique) en :

- respectant les périmètres de réciprocité (périmètres sanitaires) autour des bâtiments d'élevage (100 m) afin d'éviter les potentiels conflits d'usages et de voisinage,
- préservant les hameaux agricoles (exploitation en activité) de toutes nouvelles constructions à usage d'habitation,
- favorisant la diversification des activités agricoles : culture raisonnée, agriculture biologique, vente directe, production d'énergie renouvelable, restauration et hébergement touristique, accueil pédagogique...

Objectif 2 - Maintenir et mettre en valeur les commerces et les services

Les activités commerciales constituent un élément important pour l'attractivité et la vitalité du centre-bourg, aussi la commune souhaite-t-elle :

- promouvoir au sein du bourg l'offre commerciale en favorisant des opérations mixtes associant l'habitat et les commerces,
- protéger, contre tout changement de destination, les rez-de-chaussée à usage de commerces et de services,
- créer un dynamisme commercial quotidien en ayant un poids de population important dans le bourg.

Objectif 3 - Valoriser les activités de tourisme et de loisirs de nature

Bien que située à l'écart de la grande plaine littorale du Porzay, la commune de Dinéault présente de très nombreux atouts qui plaident pour une valorisation des activités touristiques et de loisirs (paysages divers et variés, sites emblématiques, patrimoine religieux de qualité, sentiers de randonnées, activités de sport et de loisirs : équitation, vélo, pêche, nautisme, parapente...).

La commune entend se donner les moyens de développer des activités liées à l'hébergement touristique dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur (loi "Littoral") au travers :

- du maintien de la capacité d'accueil du camping de Ty Provost,
- du changement de destination des bâtiments présentant un intérêt architectural à des fins touristiques (gîtes, chambres d'hôtes,...) que ce soit dans le cadre de la diversification des activités agricoles ou non.
- de l'accueil des camping-cars.

Dans cette perspective, la commune souhaite renforcer l'offre de loisirs sur son territoire en :

- valorisant les liaisons douces (cf. 4^e orientation, objectif 2),
- identifiant le site du Ménez-Hom comme piste pour l'aéromodélisme, le parapente ou le deltaplane, en intégrant à ces usages la préservation et les modes de gestion des milieux naturels,
- valorisant le site du Passage, les berges de l'Aulne, la Vallée du Garvan, le Ménez Bras et le bois du Chap.

Objectif 4 - Favoriser le maintien, voire l'accueil, des activités artisanales sur le territoire communal

Le développement économique est une compétence de la communauté de communes de Pleyben Châteaulin Porzay.

La commune qui dispose d'un site d'activités économiques en bordure de la RD 887 à hauteur de Ty Vougeret, entend :

- le conforter par la mise à disposition d'emprises foncières dédiées à l'accueil de nouvelles entreprises en continuité du site existant,
- améliorer la qualité paysagère et architecturale de la zone par des traitements paysagers qualitatifs.

La commune souhaite également favoriser l'accueil et le regroupement d'artisans en proposant une zone d'activités en continuité du bourg.

Objectif 5 - Assurer un bon niveau d'équipement numérique

La connectivité numérique territoire participe à l'attractivité économique (dans le cadre du télétravail notamment), à sa sécurité et aux diminutions des besoins en déplacements.

La fibre est en cours de déploiement sur la communauté de communes (financement par Europe, la Région, la communauté de communes et le Pays de Brest). Les élus de Dinéault souhaitent bénéficier d'un débit suffisant sur la totalité de la commune, via la fibre optique ou autres technologies.

3ème orientation : Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel et bâti et les continuités écologiques

La notion de continuité des "**Trames Vertes et Bleues**" prend à Dinéault toute sa signification au regard de la connexion entre la vallée de l'Aulne sous influence maritime et les landes, tourbières et boisements situées sur les hauteurs (Ménez-Hom, Run Braz, Run Askel)... Le territoire appartient ainsi à un corridor d'intérêt national dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE).

La vallée de l'Aulne, le Ménez-Hom, ainsi que les "runs" au sud de Dinéault montrent une forte valeur patrimoniale et sont définis comme réservoirs de biodiversité dans le SRCE ; les bois du Chap, de Trévoazec et de Rozarnou sont définis comme cœur de nature à l'échelle du territoire communal. En outre, la nature "ordinaire" est importante sur la commune, pour relier ces réservoirs de biodiversité entre eux : les ruisseaux, le bocage, les bosquets.

La commune souhaite préserver ce patrimoine naturel, cadre de vie, facteur d'attractivité touristique et support de loisirs variés.

Objectif 1 - Préserver et mettre en valeur les espaces naturels remarquables

La commune se distingue par la présence d'espaces naturels remarquables (Ménez-Hom, vallée de l'Aulne, Bois du Chap...). Ces sites exceptionnels qui appartiennent au réseau Natura 2000 et/ou sont propriétés du Département au titre des Espaces Naturels Sensibles (ENS) font l'objet d'une gestion à partir de documents-cadre qui définissent des objectifs et des actions : plans de gestion ENS, plan de gestion forestier, document d'objectif Natura2000 (DOCOB). Dans le PLU, la préservation de ces espaces doit permettre une gestion favorable au maintien et à la restauration des habitats naturels d'intérêt communautaire, ainsi que l'ouverture modérée et encadrée au public. Il s'agit de :

- éviter et limiter les pressions directes liées au développement de l'urbanisation à proximité des sites remarquables ; la 1ère orientation (objectif 2) qui vise à conforter l'urbanisation au niveau du bourg répond à cet objectif,
- préserver les tourbières et landes du Ménez-Hom et du Ménez Bras,
- permettre l'entretien, la restauration et le déboisement des landes érodées, des zones humides et en particulier des zones tourbeuses dégradées,
- permettre une gestion sylvicole durable du bois du Chap ainsi que des boisements de la vallée du Garvan,
- préserver les stations floristiques d'intérêt patrimonial fort, protégées ou menacées,
- améliorer la qualification des accès et stationnements au Ménez-Hom, aux berges de l'Aulne et au site du *Passage*.

Objectif 2 - Préserver le patrimoine naturel "ordinaire"

Outre les espaces remarquables, les éléments de "nature ordinaire" (cours d'eau et zones humides, boisements, prairies bocagères) sont bien représentés sur la commune malgré les dégradations localisées du bocage. Il existe en particulier une volonté de :

- protéger le bocage en évitant les arasements non contrôlés,
- protéger les ruisseaux et les zones humides associées,
- protéger les boisements en tenant compte de leurs intérêts écologique, paysager et sylvicole (exploitation forestière, gestion écologique...),
- favoriser la lutte contre les espèces invasives et indésirables.

Objectif 3 - Préserver le petit patrimoine "ordinaire"

- préserver le petit patrimoine bâti (murets, fontaines, croix...) au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme,
- valoriser le « front urbain » ancien du *Passage*,
- favoriser l'initiative des habitants, de peindre les façades du tissu ancien du centre-bourg, en couleurs vives.

4ème orientation : Améliorer la qualité des espaces publics et la sécurité des déplacements

Excentrée des grandes voies de communication, la commune dispose d'un bon réseau routier qui irrigue la totalité du territoire communal (70 km de voies communales).

Objectif 1 - Poursuivre l'aménagement du bourg

Les actions engagées par la commune ces dernières années pour faciliter et sécuriser les déplacements des piétons et des PMR, grâce à des aménagements urbains qualitatifs, seront poursuivies par notamment :

- la sécurisation et la valorisation des entrées de bourg, aujourd'hui très routières,

L'objectif est d'effacer l'aspect routier du bourg et diminuer la vitesse des véhicules en favorisant un « partage de la chaussée » dans le traitement des surfaces : le piéton devient prioritaire sur le véhicule.

En outre la commune souhaite identifier et créer des liaisons douces dans la zone urbaine en :

- reliant tous les équipements communaux,
- permettant l'accès vélo aux enfants des écoles primaires,
- créant des boucles.

Objectif 2 - Développer les liaisons douces

Si les habitants de Dinéault peuvent difficilement se passer de l'automobile compte tenu de la situation de la commune vis-à-vis des pôles d'emploi, il est toutefois possible d'inciter à réduire l'utilisation de la voiture dans les déplacements de proximité par l'aménagement de liaisons douces. Cette orientation participe à inscrire le territoire de Dinéault dans la transition énergétique.

En outre, en tant que commune touristique, Dinéault se doit de développer une offre d'activités de loisirs répondant aux attentes d'une fréquentation locale ou saisonnière. Dans cette perspective, la commune entend développer la randonnée non motorisée, tant pour sa pratique sportive que pour la découverte du patrimoine naturel et culturel

- requalifier et créer des nouveaux sentiers de randonnées permettant d'envisager des boucles et des liaisons pertinentes, en cohérence avec les enjeux écologiques (Natura2000) : entre le bourg et l'Aulne, entre le bourg de Dinéault et l'agglomération de Châteaulin, entre le bourg et le Garvan/Ménez-Hom, entre les différents circuits...
- valoriser les pistes de VTT.

5ème orientation : Protéger la ressource en eau

Objectif 1 - Préserver les zones humides et cours d'eau

Les ruisseaux de la commune, et en particulier Le Garvan (cours d'eau classé « grands migrateurs ») sont réputés comme rivière à truite.

Les zones humides représentent un habitat très riche pour de nombreuses espèces et jouent un rôle capital dans la régulation de la ressource en eau. La commune a réalisé un inventaire des zones humides à l'échelle communale (EPAGA, 2017). Des zones de tourbières ont été identifiées et seront préservées (cf. 3ème orientation, objectif 2).

La commune entend :

- préserver l'ensemble des zones humides et cours d'eau (cet objectif répond à la préservation de la trame bleue (cf. 3è orientation, objectifs 2 et 3),
- améliorer leur gestion et leur valorisation, notamment en ne classant pas systématiquement des bois humides en Espace Boisé Classé (EBC),
- raccorder les futures zones d'urbanisation du bourg (densification et/ou extension) à l'assainissement collectif.

Objectif 2 - Préserver l'eau potable

La commune se singularise par une production d'eau de grande qualité pour la consommation humaine. Sécuriser l'alimentation en eau potable fait partie des objectifs du SAGE de l'Aulne :

- protéger la ressource en eau potable par le respect des périmètres de protection des captages,
- réaliser des économies d'eau potable dans les bâtiments (équipements hydro économes lors de la construction de nouveaux bâtiments publics et individuels).

Objectif 3 - Gérer les eaux pluviales

- inciter à la récupération des eaux pluviales pour réserver l'eau potable aux usages nobles,
- favoriser la mise en place de dispositifs d'infiltration des eaux de ruissellement dans les secteurs à urbaniser (principe de gestion intégrée des eaux pluviales) sous réserve de l'aptitude des sols à l'infiltration.

6ème orientation : Réduire l'exposition de la population aux risques

Bien que la commune de Dinéault soit globalement peu exposée aux risques naturels et technologiques, il existe des facteurs de risques qui doivent être pris en compte dans le PLU.

La commune de Dinéault est ainsi concernée par le risque d'inondation par submersion marine, principe de limitation impliquant de ne pas augmenter de façon manifeste les personnes exposées, dans les secteurs situés en dessous de la cote marégraphique centennale et de dissipation.

Des incendies ont touchés les boisements de résineux de la crête du Ménez-Hom. Les activités humaines sont un facteur aggravant (tourisme, loisirs, militaires). Aussi, un plan de défense contre l'incendie pour le Ménez-Hom a été mis en place. La fermeture des milieux aggrave aussi ce risque sur le reste du territoire.

Il existe à Dinéault, comme sur l'ensemble des communes du Finistère, un risque de sismicité de niveau 2 (faible).

Ces facteurs de risques justifient de :

- réduire l'exposition des habitants aux risques de submersion marine (Meil Dour) et d'inondation par débordement du Garvan (moulins de Lezaff et du Cosquer) en interdisant toutes constructions nouvelles et changements de destination à usage de logements,
- respecter les périmètres de sécurité réglementaire autour des installations et bâtiments classés,
- renforcer la protection contre les incendies (respect du plan de lutte contre l'incendie du Ménez-Hom, autorisation du débroussaillage autour des habitations, mise aux normes des installations en termes de débits et pressions),
- réduire l'érosion et le ruissellement par la préservation du bocage, des boisements de pentes, des zones humides et des champs d'expansion de crues,
- prendre en compte les risques sismiques dans les projets urbains.

7ème orientation : Accompagner la transition énergétique

Cet objectif correspond à un enjeu environnemental majeur : réduire la dépendance énergétique et les émissions de gaz à effet de serre (GES).

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) publiée au Journal Officiel du 18 août 2015, ainsi que les plans d'actions qui l'accompagnent visent à permettre à la France de

contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et à la préservation de l'environnement, ainsi que de renforcer son indépendance énergétique tout en offrant à ses entreprises et ses citoyens l'accès à l'énergie à un coût compétitif.

Objectif 1 : Promouvoir des formes urbaines prenant en compte les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables en :

A travers son PLU, Dinéault souhaite favoriser la mise en place de projets urbains qui réduisent les GES en :

- aménageant les bâtiments communaux performants sur le plan énergétique,
- privilégiant une orientation et une implantation du bâti qui favorisent l'ensoleillement (éclairage naturel et exploitation du solaire passif pour limiter la consommation d'énergie) ; cette réflexion doit être engagée dès la conception du plan masse des nouvelles opérations d'aménagement,
- permettant les implantations en mitoyenneté,
- incitant les conceptions architecturales bioclimatiques.

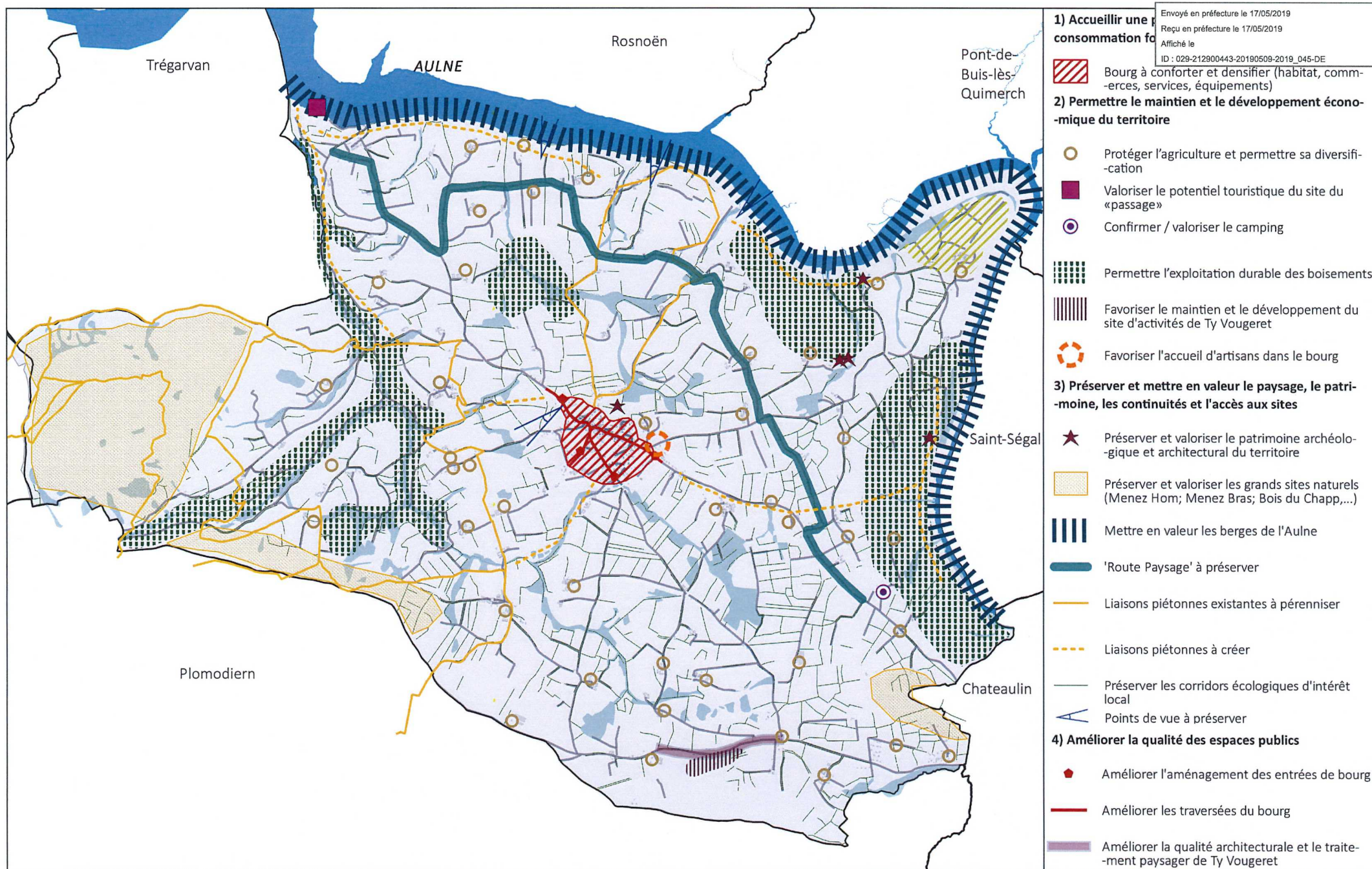
Objectif 2 : Favoriser le développement des énergies renouvelables

Fort d'accueillir sur son territoire le premier parc éolien de la région de Châteaulin, Dinéault souhaite poursuivre la valorisation des sources d'énergie renouvelable locales, en équilibre avec les enjeux paysagers et patrimoniaux :

- l'énergie éolienne,
- l'énergie solaire (permettre les installations photovoltaïques et solaire thermique sur bâtiment),
- la filière bois énergie, en :
 - permettant l'exploitation durable des boisements les moins importants pour la biodiversité et les moins emblématiques du paysage,
 - autorisant l'exploitation durable (sans permettre les coupes rases) des arbres sur talus (compléments de revenus aux propriétaires et exploitants par la production de bois de chauffage),
 - permettant le recours au matériau "bois" dans les projets d'aménagement, de construction et/ou de chauffage.
- voire l'énergie hydroélectrique (microcentrales électriques via les anciens moulins sous réserve du respect de la DCE et des continuités écologiques).

Objectif 3 : Limiter les déplacements automobiles

Le choix fait en matière d'urbanisme de renforcer l'urbanisation et l'attractivité du centre-bourg favorise les flux de proximité, notamment sous forme de déplacements doux. De même, le développement des liaisons douces (4^e orientation, objectif 2) à l'échelle tant du bourg que du territoire communal va dans le sens d'une réduction des gaz à effets de serre.



0 1 2 km



SYNTHESE DES ORIENTATIONS GENERALES DU PADD DE DINEAULT

Michelle TANGUY _ Conseil en urbanisme réglementaire // Emmanuelle BESREST _ Conseil en Environnement // Agence AGAP _ Urbanisme & Paysage

DEPARTEMENT DU FINISTERE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du conseil communautaire du Mardi 25 juin 2019.

Le 25 juin 2019 à 19h00, s'est tenue, à Saint-Nic (salle communale de Pentrez), une séance du conseil communautaire pour lequel les conseillers ont été légalement convoqués par courrier affranchi en date du 20 juin 2019.

A l'ouverture de la séance, sur demande de la Présidente, les conseillers communautaires attestent à l'unanimité avoir reçu à leur domicile le pli contenant la convocation et la note synthétique de ce conseil communautaire.

♦ **Etaient présent(e)s**

CAST : M. Jacques GOUEROU, Mme Danielle CARIOU, M. Roger MAUGUEN

CHATEAULIN : Mme Martine FAGON, M. Jean-Yves LE FLOC'H, M. Michel QUEFFURUS, M. Alain PARC, M. Jean-Paul URIEN, M. Jean-Pierre JUGUET, Mme Sylvie MOAL

DINEAULT : M. Philippe BITTEL, Mme Hélène POULIQUEN

GOUEZEC : Mme Cécile NAY, M. Rémi MOAL

LANNEDERN : M. Georges POULIQUEN

LE CLOITRE-PLEYBEN : Mme Dominique BILIRIT

LENNON : M. Jean-Luc VIGOUROUX, M. Ronan JEZEQUEL

LOTHEY : Mme. Catherine LEPORCQ

PLEYBEN : Mme. Annie LE VAILLANT, M. Jean LE DU, M. Paul GLEVAREC, M. Patrice PERSON, Mme Nathalie POULIQUEN

PLOEVEN : M. Didier PLANTE

PLOMODIERN : M. Claude BELLIN, M. Jean-François BIDEAU, Mme Anne-Marie BOUCHER, Mme Annick MARCHADOUR

PLONEVEZ-PORZAY : M. Paul DIVANAC'H, M. Michel POULIQUEN, Mme Sylviane PENNANEAC'H

SAINT-COULITZ : M. Gilles SALAUN

SAINT-NIC : Mme Annie KERHASCOET

SAINT-SEGAL : M. André LE GALL, M. Armel LORCY

TREGARVAN : M. Jean-Claude FERZOU

♦ **Procurations**

CHATEAULIN : Mme Gaëlle NICOLAS a donné procuration à Mme. Annie LE VAILLANT

Mme Sylvie CHASSEREZ a donné procuration à Mme Sylvie MOAL

PLEYBEN : M. Pascal CAM a donné procuration à M. Paul GLEVAREC

SAINT-NIC : Mme Christine LELIEVRE a donné procuration à Mme Annie KERHASCOET

♦ **Absence**

DINEAULT : M. Michel CADIOU

PORT-LAUNAY : M. Michel CARO

♦ **Secrétaire de séance**

PLEYBEN : M. Patrice PERSON

♦ **Assistaient également à la réunion**

M. Yann BOTHOREL, Directeur général des services

Mme Géraldine GOULESCO, chargée d'accueil et de secrétariat

N°2019-60 ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE
DINEAULT -DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU
PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

Envoyé en préfecture le 28/06/2019

Reçu en préfecture le 28/06/2019

Affiché le

ID : 029-200067247-20190625-2019_60-DE

Rapporteur : Mme LE VAILLANT Annie

Par délibération n°2015.092 en date du 15 octobre 2015, le conseil municipal de Dinéault a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) sur la commune de Dinéault. Suite au transfert de la compétence PLU, document d'urbanisme en tenant et carte communale le 1^{er} janvier 2018, le conseil communautaire a décidé après avis de la commune de Dinéault de poursuivre la procédure de révision du PLU par délibération n°2018-03 du 20 février 2018.

Conformément à l'article L.123-9 du code de l'urbanisme, un débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable doit avoir lieu au sein de l'organe délibérant de l'EPCI au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLU.

Le PADD définit le projet politique communal en matière de développement pour les années à venir. Il s'organise autour de sept orientations comprenant chacune plusieurs objectifs :

- Orientation 1 : Accueillir une population nouvelle tout en limitant la consommation foncière
- Orientation 2 : Permettre le maintien et le développement des activités économiques du territoire
- Orientation 3 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel et bâti et les continuités écologiques
- Orientation 4 : Améliorer la qualité des espaces publics et la sécurité des déplacements
- Orientation 5 : Protéger la ressource en eau
- Orientation 6 : Réduire l'exposition de la population aux risques
- Orientation 7 : Accompagner la transition énergétique

Les membres du conseil communautaire sont invités à discuter des orientations et des objectifs de la commune de Dinéault définis dans le projet de PADD ci-annexé.

Il vous est proposé :

- de prendre acte de la tenue du débat sur le projet de PADD de la commune de Dinéault ci-annexé.

Ce débat ne donne pas lieu à vote.

Le conseil communautaire prend acte de ce débat.

Fait à Saint-Nic, le 25 juin 2019

La vice-présidente,



Annie LE VAILLANT